

# **Motion de l'AG des personnels et étudiants de l'Université Paris 1**

## **Panthéon-Sorbonne, jeudi 3 mai 2018**

### **Non les examens ne se tiennent pas normalement !**

L'assemblée générale des personnels BIATSS et enseignant.e.s-chercheur.e.s, et des étudiant.e.s de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne réunie le 3 mai 2018 réaffirme son opposition à la réforme ORE et au dispositif Parcoursup.

L'AG soutient les étudiant.e.s, personnels et départements en lutte contre la marchandisation de l'université et la mise en concurrence des formations et des étudiant.e.s. Nous demandons l'abrogation de la loi ORE et du dispositif Parcoursup, qui constituent une remise en cause radicale de nos missions universitaires de transmission des savoirs et d'accueil de tous les titulaires du baccalauréat.

Nous rappelons que le gouvernement et la présidence de l'université sont les seuls responsables de la situation de blocage actuel. La présidence de Paris 1 n'a toujours pas pris en compte nos revendications et celles des étudiant.e.s.

### **Nous décidons en conséquence de ne pas tenir les examens et partiels.**

Nous nous opposons fermement à la délocalisation des examens comme à leur tenue sous surveillance policière. Nous nous opposons également au report des examens du semestre 2. Pour cela, nous userons de tous les moyens à notre disposition : rétention des notes, notation politique, démission des charges administratives, boycott des commissions d'examen des vœux, désobéissance civile, grève, débrayage et recours juridiques.

Nous appelons les UFR à tenir des AG pour définir des modalités de validation favorables à l'ensemble des étudiants.

### **Nous réactivons ce jour une caisse de grève historique (CPE 2006, LRU 2009, ORE 2018) marquant la solidarité entre tous les personnels de l'université accessible ici :**

[www.lepotcommun.fr/pot/uni3xgxo](http://www.lepotcommun.fr/pot/uni3xgxo)

Nous exigeons le rétablissement du libre accès à l'université, la réouverture de tous les sites de Paris 1 et le départ des forces de police.

Nous exigeons la libération des étudiant.e.s en GAV et l'abandon des poursuites à leur encontre. Nous exigeons l'abandon de toute repréaille contre les étudiant.e.s mobilisé.e.s et la récupération de leurs effets personnels par les étudiants qui se trouvaient à Tolbiac lors de l'évacuation du 20 avril 2018. Nous exigeons que l'université soutienne les étudiant.e.s étranger.e.s dans le contexte actuel.

Nous exigeons le paiement des vacataires Biatss et Enseignants qui auraient été empêché.e.s de travailler à cause des fermetures administratives.

Nous exigeons que l'université neutralise les effets sélectifs de Parcoursup en alignant les données d'appel sur le nombre de candidat.e.s.

### **Nous appelons à une prochaine assemblée générale mercredi 9 mai au Panthéon à 10h.**

La mobilisation sur l'avenir de l'université et les débats sur la loi ORE ne font que commencer. Une partie de plus en plus importante de l'ensemble de la communauté universitaire rejette la mise en œuvre de Parcoursup au niveau national comme à Paris 1. C'est bien l'avenir du service public d'enseignement et de recherche qui est en jeu.

**Motion votée à l'unanimité des 104 présents ayant pu rentrer dans le centre Panthéon**

**Non les examens ne se tiennent pas normalement !**

L'assemblée générale des personnels BIATSS et enseignant.e.s-chercheur.e.s, et des étudiant.e.s de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne réunie le 3 mai 2018 réaffirme son opposition à la réforme ORE et au dispositif Parcoursup.

Nous rappelons que le gouvernement et la présidence de l'université sont les seuls responsables de la situation de blocage actuel.

Nous décidons en conséquence de ne pas tenir les examens et partiels.

Nous nous opposons fermement à la délocalisation des examens comme à leur tenue sous surveillance policière. Nous nous opposons également au report des examens du second semestre. Pour cela, nous userons de tous les moyens à notre disposition : rétention des notes, notation politique, démission des charges administratives, boycott des commissions d'examen des vœux, désobéissance civile, grève, débrayage et recours juridiques.